

MOULINS à VENIR

Lettre d'information trimestrielle de l'association Moulins à venir / n°7 / février 2011

Les ateliers du VIVRENSEMBLE : une idée qui fait son chemin...

Cette journée, organisée par le conseil général de l'Allier à Isléa (Avermes), a permis à un grand nombre de participants, élus, acteurs sociaux, économiques, et de l'emploi, de se retrouver autour du thème du "mieux vivre ensemble". Cette initiative, lancée sur tout le département, a fait suite à une journée thématique sur chaque bassin, pour présenter des expériences de développement social local, menées par des habitants de l'Allier : Club Cigales (investissements solidaires), crèches, cours de langue et échanges de savoir, projet de MARPA à Noyant...

Participation citoyenne. Éric Favey, de la Ligue de l'enseignement, a exposé les enjeux et les promesses du vivre-ensemble et de la fraternité dans une période de crise. Diverses présentations d'expériences, notamment celles de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne qui a mis en place un adjoint à la vie quotidienne, celles du conseil général de Meurthe et Moselle qui a inventé l'idée « des Fabriques » lieux de participation citoyenne et d'inventions collectives,



l'éco-quartier de Faux-la-Montagne associant qualité environnementale, mixité sociale et intergénérationnelle ont enrichi cette vision.

Poursuite du mouvement. Ce bouillonnement d'idées a été revitalisant. Jean-Paul Dufrègne et Marie-Françoise Lacarin, ont évoqué le souhait de poursuivre ce travail à l'avenir avec tous les acteurs du territoire, et les habitants intéressés. L'enjeu est bien comme le cite le président du conseil général « à côté des réponses individuelles, de développer des constructions collectives. Une nouvelle fraternité est possible, et vivre mieux, c'est vivre ensemble ». Bravo au conseil général et aux acteurs qui ont été associés au montage de ce projet, des journées comme celles-ci redonnent du sens à des valeurs comme "la FRATERNITÉ et la SOLIDARITÉ".

éditorial

Moulins malheureusement n'échappe pas aux difficultés du moment et, malgré l'optimisme affiché de notre municipalité, la précarité et même la pauvreté s'installent. Les aménagements divers ne doivent pas cacher la réalité sociale très rude pour une partie de nos concitoyens. À l'heure où l'État se désengage de la gestion sociale et où les conditions économiques laissent de plus en plus de familles dans un grand dénuement, à l'heure où la charité remplace la solidarité, ne nous fermons pas les yeux. Nous vous présentons dans le dossier de ce mois de février un panorama de la situation à Moulins. Les besoins en termes de politique sociale sont de plus en plus pressants. N'est-il pas temps pour notre ville de réinventer cette solidarité dont nous avons tellement besoin ?

Faire vivre la fraternité...

L'inauguration de l'exposition photos du "3^e village de la Fraternité en 2010" sur les quartiers sud de Moulins (qui se tient dans le hall de l'Hôtel du Département jusqu'au 18 février) s'est déroulée le 19 janvier dernier. Le conseil général qui soutient cette action, a souhaité mettre à l'honneur le travail réalisé par les habitants lors de cette fête. Ce fut l'occasion d'admirer un défilé de mode réalisé par les résidents de l'association l'Envol et le CNCS. Un grand nombre d'habitants des quartiers, de membres des associations qui sont partie prenante à ce projet, de techniciens et d'élus du conseil

général ainsi que les présidents des associations coordonatrices du projet, la Régie de quartier Moulins sud et Viltais, étaient présents. L'absence de tout représentant de la municipalité de Moulins, pourtant signataire de la charte de la Fraternité a été regrettée...

Rendez-vous. Ce fut un moment très convivial, dynamique et plein d'émotion, qui a réchauffé le cœur de tous les participants. Ce besoin profond de solidarité et de fraternité, Jacques Lahaye, président de Viltais, l'a rappelé : « Connaître notre devise républicaine c'est bien mais il s'agit aussi de faire

vivre les valeurs de la République. Que signifie encore "Liberté" pour les plus démunis ? Quelle "Égalité" dans cette société ? Et quelle signification a encore le mot "Fraternité" ? La crise que nous traversons est une crise économique et sociale mais aussi de perte des valeurs collectives qui entraînent le repli sur soi. En cette période de crise, l'entraide est plus que jamais nécessaire ». C'est le thème qui a été retenu comme "fil rouge" de ce 4^e village de la fraternité qui aura lieu **du 27 au 29 mai 2011 dans les quartiers sud. Retenez ce rendez-vous et venez participer nombreux à cette fête.**

Moulins-sur-précarité

2011, année de la reprise ou de la re-crise ? Bien des frémissements annoncés restent sans lendemain, tandis que la crise économique continue à produire ses effets, particulièrement dans notre région moulinoise déjà fragilisée. *Moulins à venir* va donc se focaliser, en 2011, sur la situation de l'emploi et ses conséquences sociales. Pour commencer, voici quelques repères.

Le bassin le plus touché par le chômage

5.852 demandeurs d'emplois en novembre 2010 dans l'arrondissement de Moulins : c'est l'équivalent d'un quart de la population de sa ville chef-lieu qui se trouve au chômage... La perte de près de 400 emplois sur deux grands sites industriels de l'agglomération – les serrures JPM et les grues Potain – a marqué les esprits en 2009-2010, mais c'est aujourd'hui toute l'économie qui est à la peine.

Évolution défavorable. Si des signes de reprise se manifestent dans l'industrie, le chômage continue d'augmenter, dans l'Allier, de plus de 3,4 % par rapport à novembre 2009. Pendant cette période, la progression du chômage est aussi plus forte chez nous (+ 4,5 %) que dans la zone de Montluçon ou celle de Vichy-Cusset. Et il faut se rappeler que l'Allier a le plus fort taux de chômage (9,5 % de la population active) en Auvergne. L'aperçu mensuel de la situation de l'emploi des services de l'État de l'Allier résume ainsi la situation : « *Le bassin de Moulins connaît l'évolution la plus défavorable avec une augmentation de 2,8 % des demandeurs d'emploi de catégorie A (immédiatement disponibles pour un travail) sur un an.* »

Signes de reprise ? Une reprise de l'activité dans l'industrie et les services a été notée par le Comité d'expansion économique de l'Allier (CEEA) dans sa dernière note de conjoncture. Potain retrouve des commandes, Bosch et sans doute Mewa devraient engager des investissements jusqu'ici différés, Petfoodplus a trouvé une solution de reprise. Comme quoi l'économie moulinoise a de la ressource. L'activité est cependant loin du niveau d'avant la crise. Ce léger regain se traduit surtout par un recours au travail intérimaire, dont le marché se redresse. Mais, au rythme actuel, rapporte encore le CEEA, « *il faudrait cinq ans en France pour retrouver le niveau d'emploi d'avant la crise* ». Et dans notre agglomération ? Davantage encore, au vu des statistiques du chômage et d'un défaut manifeste de mobilisation.



Destruction d'une barre d'immeubles. Mais pour quel avenir ?

Que fait la communauté d'agglomération ? C'est elle qui devrait orchestrer cette mobilisation. L'action économique est, en effet, de sa compétence. Encore faudrait-il que son président, par ailleurs maire de Moulins, travaille à fond en synergie avec les vices-présidents, tous les dossiers économiques.

L'emploi sur le bassin de Moulins...

- En octobre et novembre derniers, le nombre de demandeurs d'emplois n'a augmenté « que » de 0,9 %. Attendons le printemps pour voir si une hirondelle fait le printemps.
- Si le nombre des demandeurs d'emplois de moins de 26 ans a diminué sur un an de 8,9 % (diminution liée à la reprise de l'intérim et aux contrats aidés), celui des chômeurs de longue durée a augmenté sur la même période de 17 % et même de 30 % pour les chômeurs de très longue durée (deux ans et plus).

... et dans l'Allier

- Quant aux offres enregistrées à Pôle Emploi pour tout notre département, elles ont augmenté de 12 % sur un an. Mais, en valeur absolue, on n'en comptait, en novembre 2010, que 1 218 (donnée des services de l'État). Un nombre à rapprocher des... 14 152 demandes d'emplois recensées au même moment. Un contraste saisissant sur lequel « on » passe vite. En revanche, « on » insiste volontiers, en s'abstenant de les dénombrer avec précision, sur les offres d'emploi non satisfaites. Sous-entendu : les « inactifs » n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes.
- Mais les « actifs » ne le sont pas toujours à plein temps : selon l'Aperçu mensuel des services de l'État, 49 entreprises du bassin de Moulins ont eu recours en novembre 2010 au chômage partiel, ce qui a concerné 3 813 salariés, soit bien davantage que dans les bassins de Montluçon (2 561) et de Vichy-Cusset (723).

La précarité s'aggrave

12 000 RSA dans l'Allier. Parole de militant d'une organisation caritative de l'agglomération : « *D'une année sur l'autre, notre activité a doublé ! Nous sommes sollicités par davantage de femmes seules avec un enfant, par davantage de chômeurs et de travailleurs intérimaires que les années précédentes. Le règlement des factures énergétiques est l'un des problèmes les plus aigus.* »

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le nombre des allocataires du RSA (Revenu de solidarité active, qui remplace le Revenu minimum d'insertion) progresse sensiblement dans notre département. Les services du conseil général de l'Allier, qui est en charge de ce dispositif, prévoient qu'ils seront quelque 12 000 en 2011, contre plus de 9 000 en 2010. Oui, 12 000. Et il faut noter que, sur les 38 millions d'euros budgétisés au titre du RSA en 2010, l'État n'en a financé que 31 millions, laissant au Département le soin de boucher le trou.

Le « social » ne mobilise guère les pouvoirs publics. Les financements de l'État ne sont donc pas à la hauteur des besoins, qui ne cessent de croître.

Allons plus loin : « *Face à la montée du chômage, notait la revue Alternatives économiques, les pouvoirs publics ne font pas preuve d'un volontarisme équivalent à celui déployé en 2008-2009 pour sauver le système financier. L'action nécessaire pour rétablir l'équilibre des finances publiques risque même de se traduire par une remise en cause sans précédent des politiques publiques et de la protection sociale.* »

Le manque de volontarisme se traduit aussi par l'absence d'un tableau de bord qui regrouperait les principaux indicateurs et permettrait de suivre l'évolution de la « cohésion sociale ». Une notion pourtant reprise dans le discours officiel. C'est même l'intitulé d'un chapitre du rapport d'activités des services de l'État présenté chaque année par le préfet de l'Allier et traitant de l'emploi, du logement et de l'égalité des chances. Mais le document énumère plus les dispositifs qu'il ne fournit des diagnostics.

Moulins, ville d'inégalités. Faute de diagnostic social précis, notamment sur Moulins, on peut se reporter à la « Cartographie de la précarité urbaine en Auvergne – 2010 » de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). À partir de données provenant en particulier de la Caisse d'allocations familiales, des diagnostics sont posés. Ainsi constate-t-on dans les zones d'habitation des Gâteaux, de Moulins Nord et Sud et des Bataillots Sud une surreprésentation des personnes en situation précaire (familles monoparentales, demandeurs d'emplois, notamment de longue durée, allocataires des minima sociaux, etc). Une étude précédente de l'INSEE précisait que Moulins était la ville d'Auvergne où les plus pauvres vivaient avec les plus bas revenus annuels, soit moins de 5 500 euros (en 2005). À l'autre extrémité de « l'échelle », les ménages disposant à Moulins d'un revenu 5,5 fois plus élevé que celui des moins favorisés sont bien représentés. Autrement dit, notre ville brille par l'inégalité sociale.



Signe des temps ?

Le Secours catholique vient remplacer l'ancien poste de police.

Il y a urgence. Si la pauvreté était déjà inscrite dans le paysage social moulinois avant la crise qui frappe depuis 2008, elle s'est à l'évidence accrue depuis. « *Elle croît avec la progression du taux de chômage* », rappelle *L'Observatoire des inégalités*. On peut ajouter, affirment nombre de responsables d'associations, qu'elle touche désormais des foyers épargnés par le chômage mais « étranglés » financièrement, en proie notamment à des problèmes de logement. Que faire ? Conduire – autre évidence – une politique volontariste de soutien à l'emploi et de lutte contre la pauvreté. Or, l'équipe municipale ne donne pas plus de signes de mobilisation aujourd'hui qu'hier. L'urgence est pourtant criante, en raison non seulement de l'accroissement du chômage et de la précarité mais aussi de l'insuffisance des moyens alloués à la protection sociale comme au logement social. Heureusement, des municipalités sont animées d'une volonté d'agir localement, et l'on peut compter sur le dynamisme associatif. C'est en conjuguant ces efforts de « développement social local » (lire en première page) que la pauvreté, ici, peut reculer. Il y faudra aussi une inversion des priorités nationales, mais c'est une autre histoire, qui se jouera en 2012...

Logement à Moulins : des besoins non satisfaits

Moulins abrite 30% de logements sociaux. Ce pourcentage, qui en remonte à Neuilly-sur-Seine, est l'héritage du passé industriel de la ville. Un héritage qu'il faut assumer. Pas seulement par le Plan de rénovation urbaine (2005-2013) prévoyant la destruction et la reconstruction de 331 logements. Aussi par une action sociale adaptée aux habitants, souvent fragilisés par la crise, de ces logements sociaux.

Mais, si ces derniers sont à Moulins relativement nombreux, ils ne suffisent pas à satisfaire les besoins : on compte deux demandes pour une attribution. D'où la nécessité, aussi, de mettre en œuvre une nouvelle politique du logement. Elle passe notamment par de nouveaux efforts de rénovation des logements anciens privés dont la vacance augmente et l'état laisse souvent à désirer. Des logements dont une partie peut devenir à caractère « social » une fois qu'ils auront été remis à neuf.

L'enjeu est d'importance : le logement dans de bonnes conditions, notamment financières, est l'une des clés décisives de l'insertion et la réinsertion. Avec, bien sûr, l'emploi, du moins un emploi non précaire et sous-payé, la boucle de ce court dossier est bouclée.

Les Moulinois ont la parole...

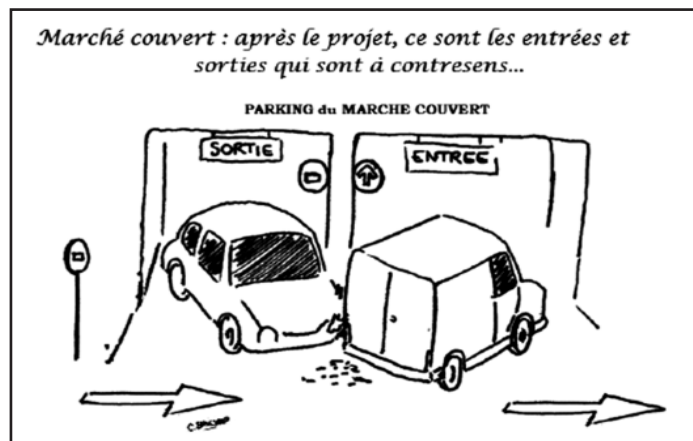
Il paraîtrait naturel que, pour une visite de quartier, les édiles municipaux désirent rencontrer les habitants au plus proche de chez eux. Cet avis n'est, semble-t-il, pas partagé par les élus Moulinois. En effet, pour prendre le pouls des quartiers sud, ils se sont contentés d'une approche minimum à l'entrée du quartier. Faut-il y voir l'amorce d'un octroi ? Cela tenait plus de l'ouvroir ou de la kermesse (au choix) que d'une rencontre souhaitée.

Si certains problèmes personnels furent évoqués, aucune vision d'avenir ne fut abordée avec les participants, hélas bien peu nombreux et pour cause.

Face à la perte d'habitants, la réponse économique consistant à diminuer, à grands frais, le nombre de logements, n'est pas de nature à créer une dynamique nouvelle sur le quartier, et les chiffres énoncés en globalité sont bien éloignés du quotidien de chacun. D'aucuns se prennent à s'interroger sur l'utilité des millions d'euros dépensés dans le cadre du PRU qui avait suscité tant d'espoirs.

École, banque, commissariat de quartier, magasins fermés, services publics défaillants, sont autant d'éléments qui alimentent le mal-être des habitants. Ne parlons pas de l'état des rues qui donnerait même à un écologiste convaincu une envie de 4 x 4 pour circuler... Même le marché du mardi déplacé sur l'îlot Thonier peine à attirer les clients en cette période d'hiver malgré la ténacité et la bonne humeur de ses commerçants. Peut-on s'étonner alors de voir des gens quitter ces lieux qu'ils estiment relégués, pas seulement en terme géographique, mais aussi commercial et culturel, à l'écart de la ville.

En fait, on prend acte d'une situation, on l'accompagne, sans volonté aucune d'offrir à ces quartiers une espérance d'un avenir meilleur, en terme d'emploi, d'éducation, de sécurité, bref, de bien-vivre.



Pour nous contacter : Moulinsavenir@gmail.com

Roger Souillard, Alain Bouterige, Nicole Zamit, Clément Brossard, Agnès Cluzy, Didier Arrachart, Dominique Beauflis, ont participé à la rédaction de cette lettre.



Brèves

On aime l'extension de la piste cyclable boulevard de Nomazy, mais on n'aime pas qu'elle se termine en cul de sac au milieu du trottoir parmi les piétons !!!

On s'interroge sur la dangerosité de la piste cyclable tracée au milieu de la chaussée rue de Paris en bordure du stationnement des véhicules exposant les cyclistes aux ouvertures intempestives des portières avec de jolies cabrioles en prime.

On aime l'aménagement réalisé pour les Campings-cars sur le terrain de la Plage, mais on regrette que l'on n'ait pas conservé d'emplacement pour les caravanes et les tentes au moment où le camping revient un moyen d'hébergement à la mode pour des raisons économiques, entre autres, et qu'on se prive ainsi de touristes qui vont chercher ailleurs un lieu de séjour.

On a aimé le Festival Cinéma Télérama (14^e édition) qui a eu lieu du 19 au 25 Janvier sur toute la France et à Moulins grâce à Cap Cinéma et Ciné Bocage. Ce fut l'occasion de voir ou revoir une sélection des meilleurs films de 2010 pour seulement 3 euros la séance.

On aime le garage social mis en place par la Régie de quartier en partenariat avec les acteurs sociaux de l'agglomération moulinoise (UDAF, assistantes sociales, mission locale, pôle emploi...). Le principe : donner la possibilité aux uns de renouer avec le monde du travail grâce à un CDD dans le garage et aux autres de faire réparer leur moyen de locomotion (voiture, scooter...) à moindres frais (grâce aux différentes aides, ils ne payent que les pièces utilisées) et ceci afin de favoriser leur mobilité dans la recherche d'un emploi. Les clients, tous en situation de précarité, sont prescrits par les acteurs sociaux puis le conseil général intervient pour la validation des prestations. Un bel exemple d'action partenariale pour plus de solidarité.

On aime le clin d'œil kitch des affiches de la saison culturelle de Moulins. So british !